

CE MONDE QUI BOUGE

Attentats en Turquie, ou l'échec
de la politique syrienne d'Erdogan

Par Hassane Zerrouky

La Syrie a franchi «la ligne rouge», a déclaré le Premier ministre turc Tayyip Erdogan. Le double attentat de Keyhanli (48 morts) attribué à Damas, l'autorise à prendre «toutes mesures nécessaires».

Or, le gouvernement turc peine à convaincre ses concitoyens de la justesse de sa politique en faveur des insurgés syriens, notamment en fermant les yeux sur l'utilisation de son territoire par les djihadistes de Djebhet Nosra, branche syrienne d'Al Qaïda que les autorités turques sont censées combattre. En effet, une majorité de Turcs (plus de 70%) est opposée à toute intervention de la Turquie dans le conflit syrien. Aussi le gouvernement turc s'efforce-t-il d'inverser la tendance quitte à instrumentaliser n'importe quel acte terroriste se produisant sur son territoire.

La rapidité avec laquelle les neuf suspects (tous d'origine turque) seraient passés aux aveux dans un pays dont le régime est passé maître en matière de fabrication de complots de toutes sortes (affaire Ergenekon, plus de 70 journalistes incarcérés sans preuves pour leurs supposés liens avec des militaires à la retraite accusés de tentative de putsch ou de liens avec les rebelles kurdes), laisse quelque peu sceptique. Cette fois-ci les suspects en question appartiendraient à un groupe d'extrême gauche, les Acilciler, héritiers de l'ex-Front de libération populaire de Turquie (THKP-C) fondé en 1972, et auraient avoué selon le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, avoir des «contacts étroits» avec le régime syrien et ses services secrets ! Accusations discutables dans la mesure où les groupes d'extrême gauche, de par le monde, ne ciblent jamais les civils mais plutôt des agents de l'Etat, «bourgeois» selon leur vision des choses, à savoir les forces de sécurité et le personnel politique ! Une certitude, les autorités turques, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan en tête, ont beau répéter que le régime de Damas est le seul responsable, rien n'y fait. La population locale continue à mettre en cause le soutien de son gouvernement aux rebelles hostiles à Bachar al-Assad. Lundi à Antakya et plusieurs villes proches de la frontière syrienne, des milliers de manifestants ont conspué le gouvernement aux cris de «nous ne voulons pas de tueurs djihadistes dans notre ville» ! «Les gens qui sont là disent simplement qu'ils ne veulent plus voir de djihadistes à longue barbe se pavaner dans leurs rues», assure un citoyen turc cité par l'AFP.

Qui plus est, ce double attentat, qui selon le discours d'Ankara vise à entraîner la Turquie dans le bourbier syrien, intervient quelques jours après que la Syrie a donné son accord à l'organisation d'une conférence internationale annoncée en commun par les Etats-Unis et la Russie. Une conférence qui, visiblement, n'est pas du goût d'Ankara ni de ses alliés qataris et saoudiens : ils ne l'ont ni approuvée ni soutenue. En revanche, le 10 mai dernier, Tayyip Erdogan a accusé le régime de Bachar d'avoir utilisé (sans fournir la moindre preuve) des armes chimiques et s'est montré favorable à la création d'une zone d'exclusion aérienne proposée par des membres (républicains) du Congrès US. Il entend d'ailleurs lors de sa visite vendredi à Washington demander au président Barack Obama d'intervenir plus fermement dans la crise. Quant à son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, il a dénoncé lors d'une visite à Berlin le «silence» des alliés de la Turquie au sein de l'Otan et une ONU «incapable d'agir».

Pour de nombreux Turcs, ce double attentat signe l'échec de la politique syrienne du Premier ministre. Le CHP (Parti républicain du peuple, kémaliste et laïque), principal parti de l'opposition, a appelé le gouvernement à réviser cette politique. «Ce massacre est le produit des politiques belliqueuses du pouvoir», écrit le quotidien kémaliste *Cumhuriyet*. «La Turquie semble s'enfoncer dans le marécage syrien et elle est devenue partie prenante de cette guerre civile en soutenant directement l'opposition», souligne Can Dündar du quotidien *Milliyet* (cité par *Libération*). Ankara, en effet, a mieux à faire qu'en soutenant un camp contre l'autre. Dans cette tragique histoire, le peuple syrien est plus que jamais l'otage d'enjeux qui lui échappent au fur et à mesure que le pays s'enfonce dans la tragédie. La radicalisation sur fond d'islamisation d'une crise au départ à dominante démocratique, avec des protagonistes (le régime et ses opposants) qui ne perçoivent la solution de sortie de crise qu'à travers les viseurs de leurs armes et les soutiens d'acteurs régionaux et internationaux, fait craindre le pire à la Syrie et à toute la région, si une solution négociée, avec ou sans Bachar, n'intervenait pas au plus vite.

H. Z.

C'EST LE PRÉSIDENT D'EL KARAMA QUI L'AFFIRME :
«Bouteflika ne postulera pas
pour un 4^e mandat»

Nombreuses sont les certitudes que détient le président du parti El Karama et dont il a tenu à faire part, hier, à l'occasion d'une réunion des coordinateurs du parti au niveau des 48 wilayas du pays.

Mohamed Kebci - Alger

(Le Soir) - Le président d'El Karama, parti né d'une dissidence au sein du FNA, semble être dans les secrets des dieux. Hier, à l'occasion d'une conférence de presse animée en marge d'une réunion des coordinateurs du parti au niveau des wilayas, il a «balancé» des certitudes qu'il dit déduire de sa propre analyse et celle des cadres du parti, pour la plupart, précise-t-il, d'anciens commis de l'Etat, accumulant une longue expérience.

Et à tout seigneur tout honneur, Mohamed Benhamou soutiendra sous le sceau d'une certitude chevillée que le président de la République ne sera pas de la course à la présidentielle d'avril prochain. «Tel que je le connais, Bouteflika est trop fier pour accepter de postuler à sa propre succession, lui le fatigué, l'usé», lâchera-t-il avant de poursuivre : «En 2009 déjà, il fut forcé de rempiler pour une troisième mandature.» Forcé par qui ? «Par les gens qui l'utilisent comme

un registre du commerce pour s'installer dans les rouages du pouvoir», dira-t-il. Le président d'El Karama affirmera que le système n'aura pas qu'un seul candidat puisque, selon lui, il lancera dans la course d'avril prochain jusqu'à quatre cavaliers avec le sacre certain de l'un d'eux. Ceci, quoiqu'il soutienne que «l'ère du président providentiel aéroporté est révolue». «On entend ici et là qu'un candidat à la prochaine présidentielle est annoncé du côté de l'Europe, un autre au Moyen-Orient et même un autre de la lointaine Amérique», ironisera Benhamou, qui se dira certain qu'il y aura une vingtaine de candidats à ce rendez-vous.

Une flopée de postulants à la magistrature suprême du pays dont il fera probablement partie, lui qui annonce que son parti présentera son propre candidat qui ne saurait être que lui quand bien même il a pris le soin de dire que le parti regorge suffisamment de cadres compétents et intègres. Autre certitude de



Photo : DR

Benhamou plaide pour l'avènement d'une deuxième république.

l'ex-compagnon de Moussa Touati, la présidentielle d'avril 2014 ne ressemblera en rien aux précédentes, sûr qu'il est d'un «inévitables second tour». Par ailleurs, le président d'El Karama plaide carrément pour l'avènement d'une deuxième république, celle des institutions et pas celle des personnes. «Il est temps de se départir de la culture du culte de la personnalité», proclamera-t-il, signifiant la préférence de son parti pour le régime présidentiel,

l'Algérien, selon lui, n'étant «pas enclin à partager» surtout quand il s'agit du pouvoir suprême comme celui que confère le statut de président de la République. Ceci avec son aversion pour le fameux tiers présidentiel qui, selon lui, comme les députés, ne fait que dire «oui», lâchant sa dernière certitude, celle de la plus que probable dissolution de l'actuelle APN par le prochain président de la République.

M. K.

LE CONSEILLER AUX AFFAIRES SÉCURITAIRES
À LA PRÉSIDENTENCE RÉVÈLE :«150 millions d'euros de rançons
ont été versés aux groupes terroristes»

Depuis l'année 2003, les groupes terroristes sévissant dans la région du Sahel, essentiellement Al Qaïda et Aqmi, ont obtenu pas moins de 150 millions d'euros, sous forme de rançons, payées par des Etats, occidentaux notamment, pour la libération de leurs ressortissants. C'est que révèle Kamel Rezzag Bara, le conseiller aux affaires sécuritaires de Abdelaziz Bouteflika, lors de son passage à l'émission «L'invité de la rédaction» de la Chaîne III de la radio nationale, hier mercredi.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - L'Algérie, qui a toujours prôné la prohibition du paiement de rançons aux groupes terroristes, et même sa criminalisation, a engagé «avec nos partenaires américains, des discussions en 2012 et qui ont abouti à un mémorandum, celui d'Alger (...) et qui engage 28 Etats, dont les membres de sécurité de l'ONU».

Dans une récente résolution, révélera encore Rezzag Bara, «le Conseil de sécurité s'est dit engagé à lutter contre le paiement de ces rançons, en attendant les prochaines étapes».

La plus proche dans le temps, et certainement la plus importante aussi de ces étapes, reste, sans conteste, le prochain sommet du G8 prévu en juin en Irlande du Nord. «Nous attendons une résolution dans ce sens», affirmera le conseiller de Bouteflika. «Je n'ai pas de détails, mais je sais que nos partenaires de Grande-Bretagne feront une proposition en vue de



Photo : New Press

Rezzag Bara, conseiller
aux affaires sécuritaires.

rendre plus contraignant le paiement de ces rançons.»

Le plus grand problème dans ces affaires-là, comme l'expliquera Rezzag Bara, étant le fait que, «sous la pression de leurs opinions publiques, certains Etats payent». D'où l'importance de la résolution attendue du G8 où il s'agira, selon Rezzag Bara, de définir «ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire» dans ce genre de situation. Car, in fine, cet argent versé aux organisations terroristes a des conséquences désastreuses. «Ce sont ces rançons qui boostent à chaque fois les islamistes sanguinaires. Mais pas seulement. Le terrorisme djihadiste, de type confessionnel, est en train de céder du terrain face au narco-terrorisme», dira encore l'invité de la Chaîne III.

Les bouleversements que connaît la région du Sahel ces deux dernières années ont, par exemple, rendu facile l'émergence d'une organisation terroriste comme le Mujao, dont les accointances

avec les services marocains sont un secret de Polichinelle. Bien sûr, Rezzag Bara ne le dit pas aussi «crûment» mais le suggère. «La drogue vient d'Amérique latine mais aussi du Maroc qui a considérablement augmenté sa production ces dernières années.» Or, poursuit la même source, «une organisation comme le Mujao est l'exemple type de ce clone du terrorisme confessionnel qu'est le narco-traffic». Tout le monde sait que le royaume de Mohamed VI, qui veut «s'inviter» au Sahel, avait d'abord essayé d'imputer au Front Polisario une bonne partie des actes terroristes commis par Aqmi. Cela, avant d'investir carrément dans une organisation terroriste, le Mujao, entièrement contrôlée par ses services.

Face à ces multiples périls, et même si «le terrorisme ne peut plus menacer des Etats mais reste une menace pour la sécurité publique», l'Algérie n'a d'autre choix «que de consolider la sécurité au niveau de ses frontières avec tous ses voisins».

La vigilance consiste aussi en des réponses fermes comme celle réservée à l'attaque terroriste de Tiguentourine : «Au plus haut niveau de l'Etat, la consigne était claire dès le début de cet attentat perpétré par le groupe de Mokhtar Belmokhtar : il fallait absolument que les terroristes n'atteignent aucun de leurs objectifs. D'où l'intervention rapide de nos forces spéciales.»

Des forces spéciales et donc l'ANP qui, par ailleurs, viennent d'être réhabilitées sur un autre sujet. L'affaire des moines de Tibhirine. «La vérité finit toujours par triompher», commentera Rezzag Bara à propos des révélations faites par des terroristes du GIA à la presse française.

K. A.